

# ASSEMBLÉE NATIONALE

# 15ème législature

Pluralisme démocratique Question au Gouvernement n° 4037

Texte de la question

#### PLURALISME DÉMOCRATIQUE

- M. le président. La parole est à M. Pierre Cordier.
- **M. Pierre Cordier.** Monsieur le Premier ministre, les Français l'ont compris : avec Emmanuel Macron, vous voulez anéantir le pluralisme démocratique.
- M. Maxime Minot. Eh oui!
- M. Erwan Balanant. Rien que ca!
- M. Raphaël Schellenberger. Les pleins pouvoirs à la technocratie! En fait, vous voulez éliminer le politique!
- M. Pierre Cordier. Vous voulez rejouer le scénario de 2017, Le Pen contre Macron, ...
- M. Erwan Balanant. Vous pouvez peut-être rappeler François Fillon!
- **M. Pierre Cordier.** ...un scénario que les Français rejettent à 80 % et qui a conduit à ce que plus de 4 millions d'entre eux votent blanc ou nul, un record absolu sous la Ve République. Vous manœuvrez, vous imaginez des alliances contre nature pour les élections régionales en vue de la présidentielle. La République en marche est un conglomérat d'individus qui n'ont rien en commun...
- M. Raphaël Schellenberger. Si, la rancune!
- **M. Pierre Cordier.** ...allant des Jeunes socialistes, amis de François Hollande et de Dominique Strauss-Kahn, à l'ancienne présidente des jeunes de l'UMP; du conseiller parlementaire de la ministre socialiste Marisol Touraine à un député PS qui vous critiquait trois semaines avant de devenir ministre des comptes publics ou à un candidat qui a fait 2 % en 2016 à la primaire de la droite et du centre. (Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)

Notre démocratie a besoin de débats sincères, d'échanges, de confrontations dans les arguments pour que les Français choisissent leurs représentants en connaissance de cause. La France a besoin de respirer, ...

Une députée du groupe LaREM . Ce sont les Français qui choisissent!

M. Pierre Cordier. ...la France a besoin d'une vision claire pour son avenir. Avec votre duel mortifère et artificiel, Macron contre Le Pen, vous voulez étouffer le pays, annihiler le débat en le réduisant volontairement et

cyniquement à une impasse que les Français rejettent. Je le dis aux Français : la droite républicaine et gaulliste, héritière de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy, est bel et bien la première force d'opposition à l'Assemblée nationale ; elle est majoritaire au Sénat, et elle est au travail dans nos villes et nos régions.

- M. Erwan Balanant. Faites des propositions! Proposez un programme aux Français!
- **M. Pierre Cordier.** Je veux vous rassurer, nous aurons un seul et unique candidat avec un projet clair face à Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Monsieur le Premier ministre, allez-vous continuer à manœuvrer pour conserver le pouvoir ou vous mettre enfin au travail pour sortir le pays des crises sanitaire et économique ? (Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)
- M. Raphaël Schellenberger. Bravo!
- **M. le président.** La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement.
- **M. Gabriel Attal**, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement. Monsieur le député Cordier, j'ai écouté votre intervention jusqu'au bout...
- M. Fabien Di Filippo. Encore heureux!
- **M. Gabriel Attal**, *secrétaire d'État.* ...à la recherche d'une question que je n'ai pas entendue. Vous avez décrit le rassemblement qui s'est fait autour du Président de la République et l'exceptionnelle diversité de ses soutiens. (Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)
- M. Fabien Di Filippo. Les opportunistes!
- M. Raphaël Schellenberger. Ils sont tous allés à la soupe!
- **M.** Gabriel Attal, secrétaire d'État. En vous écoutant, j'avais l'impression de vous entendre en 2016 et en 2017. À l'époque, utiliser les mêmes arguments ne vous avait pas porté chance. Pourquoi ? Parce que les Français attendent le rassemblement, au service de notre pays. Oui, la droite de gouvernement, elle est au Gouvernement... (Protestations prolongées sur les bancs du groupe LR.)
- M. Fabien Di Filippo. Opportunistes!
- M. Gabriel Attal, secrétaire d'État. ... avec Gérald Darmanin, Bruno Le Maire et Roselyne Bachelot.

La gauche de gouvernement, elle est aussi au Gouvernement. Dans la situation exceptionnelle de crise sanitaire et de crise économique que nous vivons, regretter le dépassement des clivages politiques, regretter que l'on fasse appel à tous les talents, d'où qu'ils viennent, au sujet d'un projet collectif, c'est se rétrécir, c'est se rabougrir ; voilà ce que vous représentez aujourd'hui. Si, comme vous le dites, vous voulez faire respirer la démocratie dans notre pays, faites des propositions en faveur d'une alternative politique crédible ! (Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Protestations sur les bancs du groupe LR.) Vous ne faites aucune proposition.

- M. Raphaël Schellenberger. Vous êtes sourds, c'est tout!
- **M. Gabriel Attal,** secrétaire d'État . Il n'y a pas un seul élément de fond dans votre intervention. Vous critiquez, mais vous ne proposez jamais rien. Voilà pourquoi les Français ne vous font pas confiance. Pour le reste, nous sommes en démocratie et nous allons continuer à agir en cherchant le rassemblement le plus large possible, ne vous en déplaise. (Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. Vives protestations sur les bancs du groupe LR.)

Version web: https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/questions/QANR5L15QG4037

Mme Émilie Bonnivard. Il y avait une question!

M. Raphaël Schellenberger. Il n'y a personne! Combien de ministres sont candidats?

**M. le président.** Chers collègues, il faut aussi écouter les réponses aux questions qui ne sont pas posées. (Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)

### Données clés

Auteur : M. Pierre Cordier

Circonscription: Ardennes (2e circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

Numéro de la question: 4037

Rubrique: Partis et mouvements politiques

**Ministère interrogé**: Porte-parole du Gouvernement **Ministère attributaire**: Porte-parole du Gouvernement

## Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 19 mai 2021

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 19 mai 2021